



**Commerce
international :
prévisions pour
le commerce
extérieur français**

Introduction

La France est confrontée à d'importants défis politiques et économiques, notamment un déséquilibre commercial croissant, des niveaux élevés de dette publique et des coûts d'emprunt en hausse. Le climat socio-politique tendu en France pourrait également être un frein supplémentaire à une politique économique ambitieuse, le gouvernement pouvant souhaiter conserver une marge de manœuvre afin de parer à l'instabilité. Ce phénomène risque fort d'émerger en cas d'annonce de coupes budgétaires dans les services publics, comme cela s'est produit dans les premiers mois de 2023 avec la réforme des retraites.

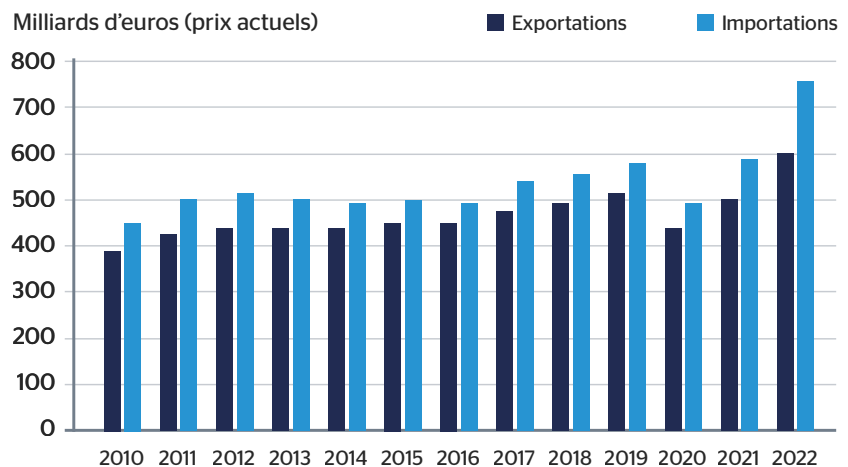
Les entreprises seront confrontées à une menace accrue d'instabilité, ainsi qu'à des répercussions diverses, notamment des pertes matérielles directes et des perturbations opérationnelles plus importantes. Ces problèmes sont susceptibles de déstabiliser considérablement les chaînes d'approvisionnement, en particulier dans les secteurs complexes et à forte intensité de sous-traitance tels que l'aérospatiale.

Pour les intrants clés, notamment les combustibles fossiles et les minéraux essentiels, l'économie française reste largement tributaire des importations et donc de liens bilatéraux positifs avec les pays concernés. L'affaiblissement de la position de la France dans des régions telles que l'Afrique de l'Ouest constitue une menace à long terme pour la sécurité de sa chaîne d'approvisionnement. C'est notamment le cas au Niger, où un coup d'État a renversé, en août, un gouvernement pro-français. Le pays est l'un des principaux fournisseurs d'uranium de la France. Or le nucléaire fournit la majeure partie de la production d'électricité en France.

Commerce de marchandises

En 2022, la France a importé pour 759 milliards d'euros de marchandises et exporté pour 596 milliards d'euros (illustration 1). Ces chiffres sont supérieurs de 54 % et 39 % à ceux de 2020, année où la pandémie de Covid-19 et les restrictions sanitaires avaient durement touché l'économie. En 2022, le pays a enregistré un déficit commercial de 163 milliards d'euros.

Illustration 1 : Exportations et importations françaises de marchandises



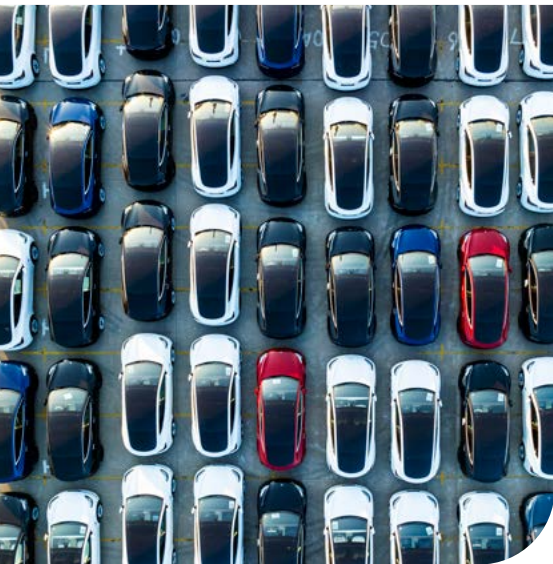
Source: Oxford Economics; Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects

Les dernières données sur les importations et exportations de biens par secteur montrent que l'industrie chimique est le premier exportateur français. Ce secteur a engrangé 39 milliards d'euros, soit 20 % de l'ensemble des recettes d'exportation provenant de la vente de marchandises.¹ Au deuxième rang, les fabricants de matériel aéronautique et spatial et d'autres équipements de transport (secteur qui comprend Airbus) ont encaissé 22 milliards d'euros, soit 11 % de l'ensemble des recettes d'exportation provenant de la vente de marchandises. Les fabricants de métaux ont gagné 19 milliards d'euros, soit 10 %. Les fabricants de véhicules à moteur, de remorques et de semi-remorques et les fabricants de produits alimentaires, de boissons et de tabac ont respectivement perçu 17 milliards d'euros (9 %) et 11 milliards d'euros (6 %). Ces cinq secteurs ont touché 57 % de l'ensemble des recettes d'exportation provenant de la vente de marchandises.

Les fabricants d'engins aériens et spatiaux et d'autres équipements de transport autres que les véhicules sont ceux qui ont dépensé le plus en importations de biens, soit 24 milliards d'euros ou 20 % du total. Les fabricants de véhicules à moteur, de remorques et de semi-remorques et les fabricants de produits chimiques ont réalisé respectivement 16 milliards d'euros (14 %) et 10 milliards d'euros (8 %) d'achats. Au total, les cinq secteurs ayant importé le plus de marchandises représentaient 57 % du total.

Les entreprises multinationales jouent un rôle important dans les échanges de marchandises de la France. La moitié des exportations françaises de marchandises et un tiers des importations de marchandises sont le fait d'entreprises multinationales françaises de droit français.² Ces chiffres sont nettement supérieurs à ceux de nombreux autres pays européens.

L'industrie chimique est le premier secteur français d'exportations de biens.



¹ OCDE. [Tableaux internationaux des entrées-sorties \(TIES\) de l'OCDE](#). Consulté en août 2023.

² OCDE. [Note statistique sur le commerce et l'investissement en France](#). (en anglais) 2017.



Suite à l'invasion de l'Ukraine, l'Occident a imposé des sanctions contre la Russie et la Biélorussie.



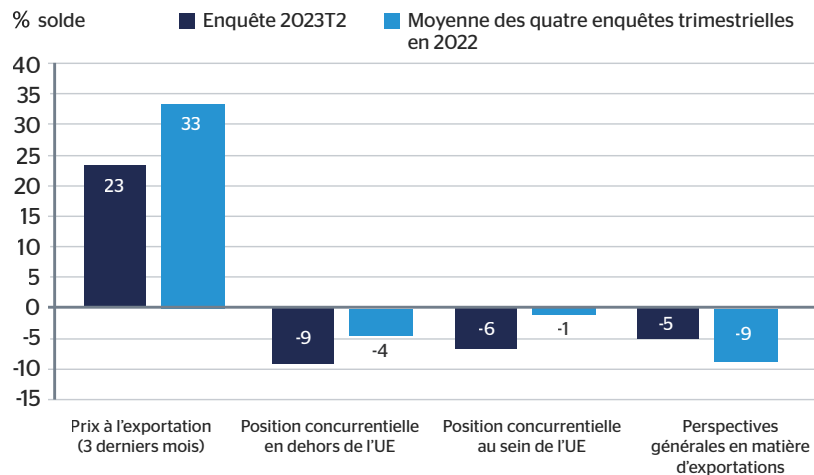
Défis auxquels sont confrontées les entreprises impliquées dans le commerce international

Pour l'industrie manufacturière, l'inflation des intrants représente un défi majeur, qu'elle ne peut pas répercuter entièrement sur les prix au consommateur.

Les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont entraîné une forte augmentation des prix des intrants. Une proportion importante d'exportateurs français a réagi en augmentant les prix facturés à leurs clients étrangers, mais leur capacité à le faire semble s'être affaiblie. Les dernières données de l'INSEE (2023T2) font état d'un solde net de +23 % d'entreprises ayant augmenté leurs prix à l'exportation au cours des trois derniers mois (illustration 2).³ Ce chiffre est à comparer à une moyenne de +33 % d'entreprises dans les quatre enquêtes menées en 2022.

Sans surprise, les entreprises interrogées estiment que leur compétitivité s'est détériorée : respectivement, 9 % et 6 % des entreprises estiment que leur compétitivité s'est dégradée plus qu'elle ne s'est améliorée sur les marchés des pays tiers et de l'UE, soit des résultats nettement plus négatifs qu'en 2022.

Illustration 2 : Enquête de l'INSEE sur les exportations manufacturières



Source : Oxford Economics, INSEE

D'autres défis sont liés à l'augmentation des tensions géopolitiques et à l'accroissement des barrières commerciales. Lors de la pandémie de Covid-19, de nombreux pays ont restreint les exportations de produits de santé et de denrées alimentaires. Suite à l'invasion de l'Ukraine, l'Occident a imposé des sanctions contre la Russie et la Biélorussie.

Une approche permettant d'évaluer la vulnérabilité des produits français aux évolutions géopolitiques consiste à examiner la proportion de ces produits destinés à des pays ayant des divergences politiques avec la France. Nous utilisons les schémas de vote de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies déplorant l'invasion russe de l'Ukraine pour évaluer les problèmes potentiels.⁴ Les données suggèrent que 13 % des importations de la France proviennent de pays qui ont voté contre ou se sont abstenus. Ses exportations sont moins vulnérables, puisque 8 % d'entre elles sont destinées à des pays qui n'ont pas voté comme la France. Parmi ces pays non alignés, la Chine est le principal partenaire commercial de la France, qui importe 6 % de ses marchandises de ce pays et y engrange 4 % de ses recettes d'exportation. L'Inde, la Russie (avant les sanctions), l'Algérie, le Vietnam et le Kazakhstan (les deux derniers en termes d'importations uniquement) représentent également une part non négligeable des échanges de marchandises avec la France.

³ Le solde net est obtenu en soustrayant le pourcentage de personnes ayant répondu à la baisse, du pourcentage de personnes ayant répondu à la hausse.

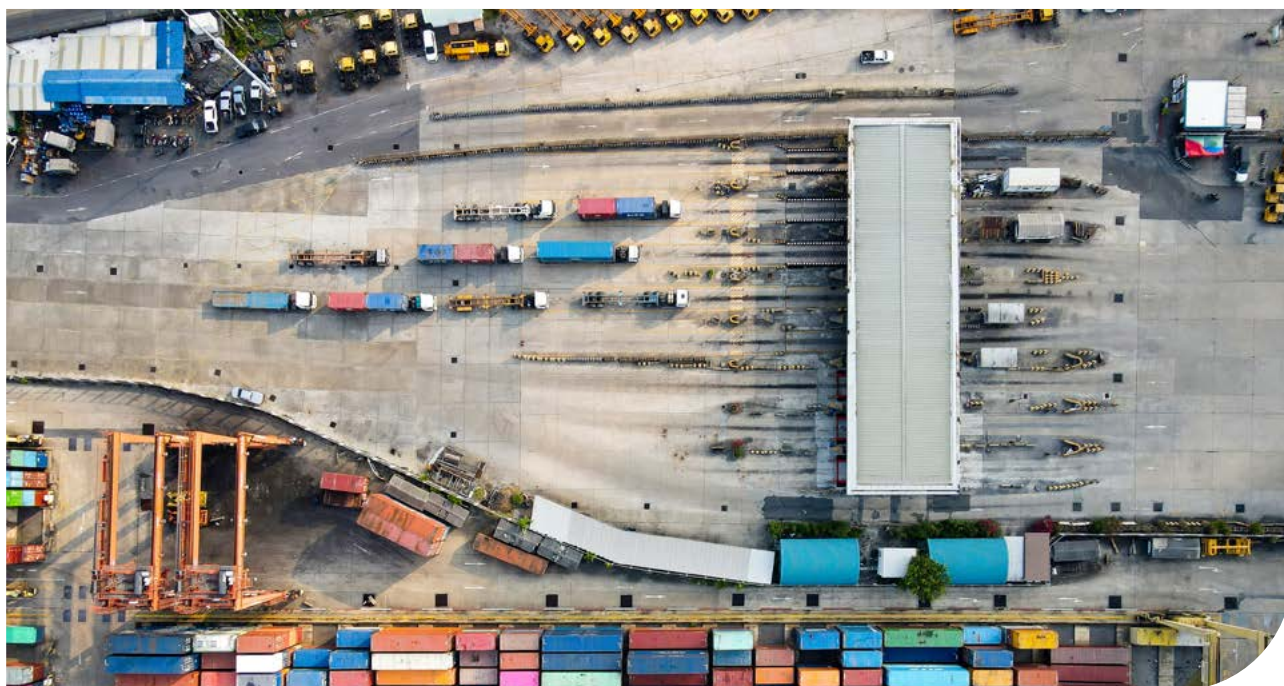
⁴ Nations unies. 2022. [Agression contre l'Ukraine : résolution/adoptée par l'Assemblée générale](#). Consulté le 10 août 2023.



Un autre risque pour les exportateurs et importateurs français de marchandises est lié à la fiabilité de leurs partenaires commerciaux. Heureusement, les entreprises françaises n'exportent et n'importent qu'une proportion relativement faible (0,9 % et 1,5 %) de leurs marchandises vers des pays présentant des niveaux élevés de fragilité institutionnelle et sociale ou affectés par des conflits violents, tels que définis par la Banque mondiale pour cette année.⁵

Principaux points à surveiller

- > **Le budget sur la corde raide** : L'État-providence français occupe une place importante et le maintien de ses divers services et programmes de transfert de richesses reste une condition de la cohésion sociale. Cependant, les coûts d'emprunt ont augmenté de manière significative, creusant une dette et un déficit publics déjà profonds. Bien que favorable aux entreprises, le président Emmanuel Macron s'efforce de ne pas leur fournir de soutiens à l'exportation qui risqueraient de se faire au prix d'une réduction des dépenses sociales, ce qui attiserait l'instabilité. En août, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire aurait ainsi cherché à étaler sur quatre ans la baisse de la taxe professionnelle de 4 milliards d'euros qu'il avait promise.
- > **L'agitation sociale due à la situation économique** : L'utilisation des leviers macroéconomiques étant de plus en plus restreinte, le gouvernement aura du mal à répondre aux préoccupations des Français face au coût de la vie. Les questions de société ont tendance à diviser en France et peuvent parfois contribuer à des troubles urbains, en particulier dans les zones défavorisées. Les émeutes, qui s'accompagnent de pillages et d'incendies criminels, entraînent des pertes importantes pour les entreprises – en plus de leur coût humain. Les émeutes de juin-juillet ont causé 730 millions d'euros de dégâts matériels (dommages aux biens et aux véhicules), selon l'organisme professionnel France Assureurs, qui a recensé en septembre 15 600 sinistres.
- > **L'affaiblissement de l'influence géopolitique** : La position de la France en Afrique de l'Ouest, où elle était une puissance coloniale, a été mise à mal ces dernières années. Pour les entreprises, cela signifie que les marchés d'exportation jusqu'alors dominés par la France, y compris en Afrique, seront de plus en plus contestés. La capacité de la France à pénétrer des marchés politiquement en désaccord avec les États-Unis et d'autres alliés occidentaux devrait également diminuer. Cette diminution de la capacité commerciale est une menace à long terme, car l'économie française dépend fortement des importations pour ses ressources, notamment les combustibles fossiles, mais aussi les minerais ou même les matériaux de base comme le fer.



⁵ La Banque mondiale. 2023. [Liste des situations fragiles et des situations de conflit pour l'exercice 2024](#). 10 Juillet 2023.



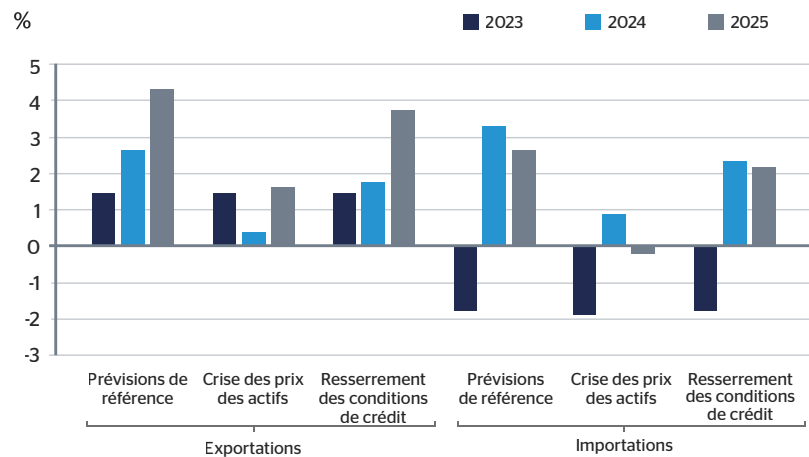
Risques macroéconomiques pour l'exportation et l'importation de marchandises

Notre principale prévision est que la valeur (en termes réels) des biens exportés augmentera de 1,5 % en 2023.⁶ Ce taux de croissance relativement faible est confirmé par l'enquête INSEE. Les entreprises françaises sont plus pessimistes qu'optimistes quant aux perspectives générales d'exportation : le solde net est de -5 % dans l'enquête INSEE 2023T2.⁷

À plus long terme, le taux de croissance des exportations de biens devrait s'accélérer de 2,7 % en 2024 et de 4,3 % en 2025. Cette prédiction se base sur une reprise attendue de l'économie mondiale, avec une amorce de baisse des taux d'intérêt et un retour à la croissance pour les revenus disponibles réels des ménages. Les importations de biens devraient diminuer de 1,9 % en 2023, mais augmenter de 3,3 % en 2024 et de 2,6 % en 2025, en raison de la reprise de l'économie française.

Les exportations et les importations s'avèrent sensibles respectivement à l'intensité de la demande mondiale et de la demande française. Pour accompagner ces prédictions de base et réaliser des projections, nous étudions deux scénarios macroéconomiques défavorables en utilisant un modèle à grande échelle de l'économie française et mondiale.⁸ Dans le cas hypothétique de l'effondrement du prix des actifs, la croissance des exportations de biens serait nettement plus lente en 2024 et 2025 que celle prévue dans le scénario de base, tandis que les importations augmenteraient à peine au cours de ces deux années. Le scénario du resserrement des conditions de crédit, qui augmenterait le coût et réduirait la quantité de crédit disponible, déboucherait sur une réduction significative du taux de croissance des exportations et des importations de biens.

Illustration 3 : Prévisions de la croissance annuelle des exportations et des importations de biens selon différents scénarios



Source : Oxford Economics



Le taux de croissance des exportations de biens devrait s'accélérer.

⁶ Oxford Economics. [Global Industry Service](#). Consulté en septembre 2023.

⁷ Le solde net soustrait le pourcentage de répondants plus pessimistes du pourcentage de répondants plus optimistes.

⁸ Oxford Economics. [Global Scenarios Service](#). Consulté en septembre 2023.



Conseils aux entreprises

Lorsqu'elles sélectionnent de nouveaux partenaires commerciaux, les entreprises doivent recueillir des informations sur leurs homologues et les risques qu'elles encourent. Cela concerne notamment la situation financière des entreprises et le type d'événements susceptibles de les compromettre. Elles doivent également examiner les risques opérationnels auxquels ces entreprises sont confrontées, notamment les menaces qui pèsent sur leurs sites d'activité, les principales voies de transport qu'elles empruntent, les obstacles potentiels au commerce et les différences culturelles majeures susceptibles de nuire aux affaires. Les entreprises devraient envisager de choisir une banque intermédiaire disposant de méthodes de paiement sécurisées lorsqu'elles entament un nouveau partenariat et demander un paiement anticipé ou une lettre de crédit confirmée.

Dans la mesure du possible, les entreprises doivent diversifier leurs marchés d'exportation et leurs chaînes d'approvisionnement. Cela devrait permettre de réduire le risque lié à des événements ponctuels dans certains pays. Cette diversification devrait également s'étendre aux modes de transport et aux itinéraires utilisés. L'élaboration de plans d'urgence pour se préparer aux pires scénarios, tels que des options d'approvisionnement alternatives ou des chaînes d'approvisionnement de secours, est également une précaution judicieuse.

Certains produits financiers peuvent contribuer à réduire les risques liés au commerce extérieur. Une couverture de change ou une couverture transactionnelle peuvent, par exemple, compenser les pertes potentielles dues à des mouvements défavorables des taux de change ou des prix des matières premières. Les entreprises devraient aussi clarifier dans quelles circonstances elles souhaitent payer ou être payées dans d'autres monnaies que l'euro.

Notre dernier conseil est de souscrire une police d'assurance et de veiller à ce qu'elle couvre toutes les activités concernées. L'assurance est un moyen efficace de gérer et transférer une partie des risques liés au commerce extérieur. Bien que les processus d'expédition soient aujourd'hui plus sûrs, il existe toujours un certain degré de risque. Il est essentiel de veiller à ce que les marchandises endommagées, perdues ou volées soient couvertes.

Grâce au commerce international, les entreprises françaises peuvent bénéficier d'intrants moins chers et plus variés, accéder à de nouveaux marchés, ou encore réaliser des économies d'échelle. Mais les risques sont différents et parfois plus élevés que pour le commerce intérieur. C'est un arrangement dont de nombreuses entreprises françaises ont bénéficié par le passé et continueront à bénéficier à l'avenir.

Les entreprises doivent diversifier leurs marchés d'exportation et leurs chaînes d'approvisionnement.



Ce rapport a été
réalisé pour QBE
par **Control Risks** et
Oxford Economics

QBE European Operations

QBE Europe SA/NV
Tour CBX, 1 passerelle des Reflets
92913 Paris La Défense Cedex, France
tel +33 (0) 1 80 04 33 00
QBEfrance.com

QBE European Operations est le nom commercial de QBE UK Limited, QBE Underwriting Limited et QBE Europe SA/NV. QBE Europe SA/NV est une société anonyme de droit belge au capital de 1.129.061.500 EUR, immatriculée en Belgique sous le n° TVA BE 0690.537.456, RPM Bruxelles. Son siège social est situé 37, boulevard du Régent, 1000 Bruxelles - Belgique. La succursale en France de QBE Europe SA/NV est inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 842 689 556. Son établissement principal est sis Tour CBX, 1 passerelle des Reflets, 92913 Paris La Défense Cedex. QBE Europe SA/NV est une entreprise régie par le Code des Assurances pour les contrats souscrits ou exécutés en France. QBE Europe SA/NV est agréée sous le numéro 3093 et soumise au contrôle de la Banque Nationale de Belgique (BNB) et sa succursale en France est également soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Pour toute réclamation : <https://qbe-france.com/nous-contacter/reclamations/>

